

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 19 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC GRAND OUEST

5/7 rue des Piliers de la Chauvinière
CS 69195
44800 Saint-Herblain

Références : UD35/2023-718

Code AIOT : 0005517297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté ZAC des Cormiers - Mahomat 89, rue Nationale 35650 Le Rheu. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST
- ZAC des Cormiers - Mahomat 89, rue Nationale 35650 Le Rheu
- Code AIOT : 0005517297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- effluents
- origine des approvisionnements en eau
- eaux pluviales
- autorisation de déversement
- confinement de l'eau sur le site en cas d'incendie
- dépôt de dossier
- capacités de stockage
- séparation stockage
- sécurité
- étude foudre (suites)
- renseignement
- contrôle des accès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	stockage bois (A et B)	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan des réseaux	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-01	Sans objet
2	protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 4.1.1	Sans objet
3	auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 8.2.1	Sans objet
4	déversement des eaux domestiques et eaux de la station de lavage	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-12	Sans objet
5	confinement	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-08	Sans objet
6	mise en œuvre de l'activité de broyage des déchets de bois	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-02	Sans objet
8	stockage bois (A)	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-11	Sans objet
9	porte coupe-feu	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-04	Sans objet
10	avertisseur sonore	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-05	Sans objet
11	foudre	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-07	Sans objet
12	registres des entrées et des sorties	Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-09	Sans objet
13	prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 7.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette inspection, la très grande majorité des observations émises lors de la visite d'inspection menée en 2017 a pu être levée.

Cependant, l'exploitant ne parvient toujours pas à gérer son stock de bois, en atteste une superficie occupée supérieure de 4 fois à celle fixée dans l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-01
Thème(s) : Risques chroniques, effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan des réseaux à jour pour l'ensemble du site et s'assurer que les points de prélèvements choisis permettent de contrôler l'ensemble des effluents réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : L'exploitant a présenté un plan du site mis à jour suite à l'implantation du bunker affecté au stockage des piles et de l'auvent affecté au stockage des D3E. Ces nouveaux bâtiments n'ont pas modifié les réseaux. L'exploitant a profité de l'échange pour évoquer les travaux de plateforme ayant déjà débuté et qui généreront une modification des réseaux, à termes. Les eaux pluviales de voirie et des toitures des bâtiments de l'ensemble du site seront traitées au travers un unique décanteur-dépollueur en aval du bassin de rétention. > L'exploitant fournira, sous format numérique, le plan mis à jour. Il accompagnera cet envoi de la méthode appliquée durant les travaux pour récupérer les eaux pluviales et les éventuelles eaux d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes: - prélèvement maximal annuel 1400m ³ - débit maximal journalier 5m ³
Constats : Par courriel du 08/11/2023, l'exploitant a communiqué les données relatives aux années 2021 et 2022. Si les prélèvements d'eau en 2021 ont bien respecté les seuils, ceux de 2022 les ont fortement dépassés puisqu'ils ont atteint 2 115 m ³ . L'exploitant en indique comme raison l'installation d'un réseau de sprinklage et un remplissage exceptionnel des cuves à hauteur de 1 000 m ³ . En l'absence du remplissage de ces cuves affectées à la défense "incendie", l'exploitant aurait respecté le seuil maximal de consommation d'eau. L'exploitant confirme que le lavage des camions relève d'une politique interne : il assure ainsi une bonne image auprès de ses clients. Il existe 3 compteurs d'eau : - un général (primaire), à l'extérieur du site ; difficile d'accès , l'exploitant envisage d'en installer un autre sur site ; - un secondaire affecté au réseau de sprinklage ; il permet de s'assurer de l'absence de fuite sur ce réseau spécifique ; - un secondaire affecté aux locaux sociaux (cafétéria, maintenance) de l'entité TRIVALO. Ni la partie "lavage de véhicules" ni les sanitaires communs aux deux entités ne comportent de compteur d'eau secondaire. > L'exploitant est invité à porter une réflexion quant à l'utilité de compteurs secondaires pour la partie "lavage de véhicules" et pour les sanitaires communs. Ainsi il pourrait gérer de manière fine sa consommation d'eau, en particulier en période d'application d'arrêté relatif à la sécheresse. A ce propos, il est rappelé à l'exploitant que le lavage des camions est expressément interdite en épisode de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Prescription contrôlée : Un contrôle des concentrations et débits mesurés sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9 est réalisé annuellement par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de contrôle de 2022 et 2023. L'ensemble des valeurs-seuils sont respectées. > L'exploitant est invité à analyser les raisons du taux de MES de 71 mg/l en 2023 au regard des taux habituels (9,7 mg/l en 2022, par exemple).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : déversement des eaux domestiques et eaux de la station de lavage

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-12
Thème(s) : Risques chroniques, autorisation de déversement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit finaliser l'obtention d'une autorisation de déversement des eaux domestiques et eaux de la station de lavage au réseau d'eau usée.
Constats : Par courriel du 13/03/2019, l'exploitant a communiqué l'arrêté du 05/02/2019, émanant de Rennes Métropole et autorisant le déversement des eaux usées non domestiques dans le système d'assainissement. > L'exploitant fournira ,dès que possible, le nouvel arrêté émanant de Rennes Métropole et autorisant le déversement des eaux usées non domestiques dans le système d'assainissement. Ce nouvel arrêté devant être établi en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : confinement

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-08
Thème(s) : Risques accidentels, confinement de l'eau sur le site en cas d'incendie.
Prescription contrôlée : L'exploitant doit être en mesure d'expliquer le principe de fonctionnement des organes de commande à actionner pour assurer le confinement de l'eau sur le site en cas d'incendie.
Constats : Par courrier du 19/02/2018, l'exploitant a fourni un document explicitant la procédure relative au confinement des eaux et listant les personnes habilitées à manipuler les vannes. Il apparaît que la liste des personnes habilitées à manipuler les vannes a évolué. Celle-ci a été présentée sous format "papier" durant l'inspection. > L'exploitant fournira, au plus tôt et sous format numérique, la liste des personnes habilitées à manipuler les vannes mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : mise en œuvre de l'activité de broyage des déchets de bois

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-02
Thème(s) : Situation administrative, dépôt de dossier
Prescription contrôlée : L'inspection rappelle à l'exploitant que, le cas échéant, la mise en œuvre de l'activité de broyage des déchets de bois sur le site devra faire l'objet d'un examen au cas par cas au sens du II de l'article R122-2 du code de l'environnement si le seuil d'autorisation de la rubrique 2791 (10 t/j) est dépassé.
Constats : Aucun broyage de bois n'a été réalisé depuis 2018. De ce fait, aucun document relatif à cette activité n'a été communiqué à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine. Cependant, cette activité est, de nouveau, fortement envisagée par l'exploitant. Il envisage de produire un Porter-à-connaissance ; celui-ci devrait parvenir à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, courant 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : stockage bois (A et B)

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-10
Thème(s) : Risques chroniques, capacités de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit circonscrire les quantités de déchets de bois présents sur le site aux capacités de stockage annoncées dans son dossier initial d'autorisation, soit à une surface totale d'environ 500 m ² pour une hauteur maximale de 4 mètres (quantités de bois A et bois B confondues).
Constats : Grâce à une pige disponible à proximité, l'exploitant a démontré le respect de la hauteur maximale de 4 m. Cependant, la surface affectée au stockage peut être estimée à 2 200 m ² , soit 4 fois la surface autorisée. La surface occupée par les déchets de bois est donc supérieure de 1 700 m ² à celle autorisée. L'inspection des installations classées note une récurrence quant au stockage excessif de déchets de bois. En effet, un constat similaire (surface supérieure de 1 600 m ² à celle autorisée), lors de la visite d'inspection du 7 décembre 2017, avait généré un arrêté de mise en demeure du 09/02/2018. Lors d'un contrôle, le 6 avril 2018, l'inspection des installations classées avait pu constater une réduction du stockage de déchets de bois suffisamment importante pour que le seuil autorisé ne soit plus dépassé (courrier du 10/04/2018). > L'exploitant réduira sous un mois son stock de bois afin de respecter la superficie prévue tout en continuant à respecter la hauteur maximale autorisée. L'exploitant n'acceptera aucun nouveau déchet de bois tant que le stockage du bois ne sera pas circonscrit à la surface autorisée ; cette dernière étant établie par l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2014. Tant que le stockage du bois dépassera les superficies et volumes autorisés, l'exploitant mettra en place des mesures compensatoires, notamment en matière de défense incendie. Il en fournira le détail à l'inspection des installations classées et en informera le SDIS 35.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : stockage bois (A)

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-11
Thème(s) : Risques chroniques, séparation stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit clairement séparer le stockage des déchets de bois A non broyés du stockage des déchets de bois A broyés non triés.
Constats : Le stock de bois A est bien distinct du stock de bois B. Le jour de la visite, aucun stockage des déchets de bois A broyés non triés ne se trouvait sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : porte coupe-feu

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-04
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire installer une porte EI 60 entre la zone d'exploitation du bâtiment A et la partie mitoyenne abritant les bureaux.
Constats : La porte coupe-feu a bien été installée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : avertisseur sonore

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-05
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de justifier la mise en place d'un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
Constats : L'avertisseur sonore est bien en place à l'extérieur de la chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : foudre

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-07
Thème(s) : Risques accidentels, étude foudre (suites)
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments permettant de justifier la réalisation des mesures préconisées par l'étude foudre dès qu'elles seront réalisées.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté l'étude "foudre" ainsi que l'attestation relative à la dernière vérification du système anti-foudre. > L'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous format numérique, l'étude "foudre" ainsi que l'attestation relative à la dernière vérification du système anti-foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : registres des entrées et des sorties

Référence réglementaire : Lettre du 10/04/2018, article Observation n°2017-09
Thème(s) : Risques chroniques, renseignement
Prescription contrôlée : Concernant le renseignement des entrées et sorties de bois dans les registres des déchets (obs 2017-09), les déchets de bois envoyés vers le site Paprec de Saint-Herblain sont renseignés avec la qualification de traitement final « recyclage ». Or, lors de la visite, il nous a été indiqué que les déchets de bois orientés vers Saint-Herblain sont ceux destinés à la valorisation énergétique (les déchets de bois destinés au recyclage étant orientés vers la plate-forme de la société Bleu Vert à Argentré du Plessis). Il convient donc de veiller à renseigner correctement la qualification du traitement final pour les déchets de bois orientés vers le site de Saint-Herblain.
Constats : En séance, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant suivait dorénavant de manière fine les exutoires, les moyens de transport ainsi que le traitement final des déchets au travers un registre numérisé. S'y trouvent bien le code déchets, l'adresse du lieu de traitement et le code traitement. Ce registre est élaboré sur les bases du logiciel de pesée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, CONTRÔLE DES ACCÈS
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres est implantée sur la périphérie du site. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : L'ensemble du site est ceint d'une clôture. L'accès à l'entité TRIVALO est géré par un agent de sécurité, de 7h à 24h. L'exploitant est en cours de réflexion quant à un autre mode (interphone, barrière...) assurant un même niveau de fluidité. Un gardiennage est assuré 24h/24. Un gardien est logé sur site.
Type de suites proposées : Sans suite